

Nouvelles locales du mercredi 29 avril 2015

@rib News, 29/04/2015 | Politique - Les manifestations contre la candidature de Pierre Nkurunziza à la présidentielle de juin prochain ont continué dans la ville de Bujumbura jeudi. En ce 4^{ème} jour, les choses étaient comme dans les jours passés. Dans la commune urbaine de Musaga, les manifestants ont barricadé la route principale de Musaga et ont été dispersés par la police mais la route n'a pas immédiatement fonctionné pour autant. Les manifestants ont fustigé le fait que le gouvernement veut montrer que les manifestants sont d'une seule ethnie et du parti MSD. Ils trouvent que ceux qui sont animés d'une telle foi sont intimidés.

- Dans le quartier Nyakabiga, la police a également dispersé les manifestants qui s'étaient rassemblés à l'avenue dite avenue de la mort. Dans cette même commune, toutes les avenues sont bloquées par les manifestants qui jurent de ne pas quitter la rue sans avoir obtenu de Pierre Nkurunziza l'assurance qu'il ne se présentera pas à la présidentielle de juin prochain. - Dans la commune urbaine de Bwiza, un des camions anti-incendies est tombé dans un caniveau alors qu'il poursuivait des manifestants dans cette même commune Bwiza. Selon la population de cette commune, les manifestants sont libres de se conduire d'une manière ou d'une autre pourvu que les activités soient menées d'une manière qui respecte les droits de l'homme. - Le procureur général de la République du Burundi annonce ce jeudi la mise sur pied d'une commission d'enquête sur les manifestations qui se déroulent dans le pays depuis déjà 4 jours. Valentin Bagorikunda trouve que les manifestants en question sont des révolutionnaires qui doivent être sanctionnés. Ainsi, il donne à cette commission qui est dirigée par le procureur général de la République adjoint un délai d'un mois pour produire son rapport. Selon lui, après cette période, toute personne reconnue comme étant organisateur ou participant à ces manifestations devra être punie malgré son statut social. - Après une réunion tenue avec le corps diplomatique accrédité à Bujumbura, le premier vice-président de la République a fait savoir que le calendrier électoral ne peut pas être modifié même si dans le pays, des manifestations contre le 3^{ème} mandat de Pierre Nkurunziza sont en cours. Prosper Bazombanza trouve que cela n'a pas d'incidence sur la préparation des élections étant donné que ceux qui ont déjà déposé leurs dossiers ont fait cela. Il estime qu'il n'y a pas de risque de prolongation de ce calendrier électoral puis que tout le monde en est au courant vers au courant de ceux qui s'y opposent. - Les élèves du Lycée Rubanga et ceux du Lycée Matana ont quitté leur internat depuis mardi suite à une peur panique sur la sécurité après qu'un mouvement de contestation contre le 3^{ème} mandat de Pierre Nkurunziza ait éclaté. Selon ces élèves, ils fouient des intimidations à cet endroit qui seraient propagées par certaines personnes. - Les étudiants de l'université du Burundi n'ont pas été rationnés ce matin et midi mercredi. Les causes de cet état n'ont pas été élucidées par la direction de l'Université du Burundi. Ils trouvent d'un plan à laborer pour les exiger à rentrer chez eux dans ces jours de manifestations contre le 3^{ème} mandat de Pierre Nkurunziza. Ils estiment que l'Université du Burundi n'est pas le bastion de la contestation et que de ce fait, la manifestation ne devrait pas être focalisée sur l'université du Burundi. - Les confédérations COSYBU et CSB s'insurgent contre la célébration de la fête du 1er mai dédiée au travail et aux travailleurs. Selon les présidents des confédérations, cette célébration n'a pas raison d'être puis que le gouvernement du Burundi ne veut pas entendre les revendications des travailleurs en ce qui est des conditions de travail améliorées. Ils trouvent par ailleurs étant donné le fait que le ministre de la fonction publique annonce que ceux qui ne se présentent pas au travail dans ces derniers jours seront punis. Ces syndicalistes estiment que les travailleurs n'ont pas le choix de cette situation plus qu'ils ne sont ni les commanditaires, ni les planificateurs. - L'APRODH estime qu'il n'y a pas de connotation ethnique des manifestations de la classe politique et de la société civile burundaise dans la lutte contre le 3^{ème} mandat de Pierre Nkurunziza à la tête de l'Etat. Pierre Claver Mbonimpa trouve que cette lutte est légitime et que ceux qui luttent contre ce mandat sont légitimes. Par ailleurs, ceux qui veulent semer le désordre ethnique doivent être protégés puis que la manifestation n'est rien de politique. Il demande d'autres manifestants d'être plus vigilants et clairvoyants afin de produire des soins de tous ordres pour sauver le Burundi. Il trouve que la fermeture de la RPA est une mesure de nature à coller à une mauvaise image au pays. - Le président du FNL indépendant et président du FNL libre de Rwasa déplore les propos du conseiller principal du président de la République sur les questions auxquelles les manifestants sont des membres du parti MSD. Rwaso Agathon trouve que ceux qui diffusent de tels propos sont ceux qui ne sont pas au courant de la politique du parti CNDD-FDD. Ce parti, selon lui s'occupe des dérapages du parti FNL afin de les rendre conformes aux aspirations de toute la population. - Certains membres du sénat burundais ont adressé une correspondance au président de la cour constitutionnelle pour lui demander de réagir sur la légalité constitutionnelle ou non de la candidature de Pierre Nkurunziza à la présidentielle de 2015. Selon le sénateur Ruvorien Ndikuriyo, c'est la seule institution qui est capable de se prononcer sur cette question. Il ajoute également que la réponse de la cour constitutionnelle va permettre de résoudre la question des manifestations. La Hollande a sorti un communiqué où elle se dit être surprise que Pierre Nkurunziza ait été choisi comme le candidat de la présidentielle du parti CNDD-FDD ce parti en la présidentielle de 2015. Selon ce royaume, les accords d'Arusha et la constitution seraient violés par un tel choix. Ainsi, ils ne trouvent pas si des élections ne sont pas transparentes et crédibles. | Economie La banque centrale du Burundi (BRB) annonce la mise sur pied d'autres billets de 500, 1000, 2000, 5000 et 10.000 Fbu.